

ÉLÉMENTS FINANCIERS

- 54 Introduction et présentation générale
- 55 Rapport des commissaires aux comptes
- 56 Attestation des Commissaires aux comptes
- 57 Rapport de gestion du Conseil d'administration
- 60 Bilan au 31 décembre 2015
- 62 Compte de résultat
- 64 Tableau financier des ressources et des emplois
- 66 Variation des capitaux propres
- 67 Annexe aux états financiers
- 70 Informations complémentaires
- 76 Tableau des résultats (2011/2015)



100000
10000
8000
6000
4000
2000
0
-2000
-4000
-6000
-8000

100000
10000
8000
6000
4000
2000
0
-2000
-4000
-6000
-8000

Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec

Jan Feb Mar Apr May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec

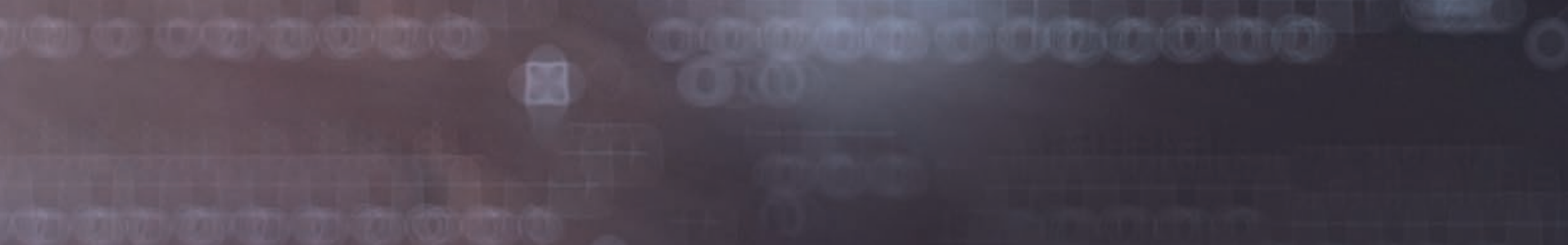
May Jun Jul Aug Sep Oct Nov Dec

Jan Feb

Innovation
Branding
Solution
Marketing
Analysis
Ideas
Strategy
Management



Bar



ÉLÉMENTS FINANCIERS

INTRODUCTION ET PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Les données financières qui sont présentées dans les pages suivantes reprennent les états financiers certifiés par les Commissaires aux Comptes.

Les comptes annuels de la Société ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis dans l'Acte comptable de l'Ohada (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) portant sur l'organisation et l'harmonisation des comptabilités, à l'exception de quelques dérogations liées, d'une part, à la spécificité du secteur pétrolier et, d'autre part, à l'application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de ses avenants.

Les comptes annuels de Société au 31 décembre 2015 sont arrêtés selon les mêmes méthodes que ceux de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

En application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de l'avenant N° 29 du 10 mars 1994, et conformément aux dispositions de l'article 916 alinéa 1 de l'Acte Uniforme Ohada, la comptabilité de la Société est tenue en dollar américain.

La comptabilisation aux normes Ohada (dont les principaux éléments relatifs aux règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement du présent Rapport financier annuel sont rappelés ci-après) est pour l'essentiel, en ligne avec le Plan comptable général français de 1982.

» *L'unité de présentation des états financiers est le millier de dollars.*

ÉLÉMENTS FINANCIERS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sur les comptes annuels
Exercice clos au 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2015, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la société Total Gabon, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit conformément aux dispositions de l'Acte Uniforme Ohada dans ses articles 710 et suivants ; et aux normes d'audit généralement admises dont l'application résulte de l'acte CEMAC n°11/01 du 5 décembre 2001. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annexés au présent rapport sont, au regard des principes comptables de l'Acte Uniforme Ohada, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article 746 alinéa 2 de l'Acte Uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons également procédé au contrôle des registres de titres nominatifs tenus par la Société. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur l'existence et la tenue conforme de ces registres.

Libreville, le 28 avril 2016

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Claude AYO-IGUENDHA

ERNST & YOUNG Gabon

Christelle-Tatiana ONANGA BOUYOU

EXPERT-COMPTABLE AGREE CEMAC EC EC531

ÉLÉMENTS FINANCIERS

ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Sur les informations communiquées dans le cadre de l'article 525 alinéa 5 de l'Acte uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du G.I.E. relatif au montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2015

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en application des dispositions de l'article 525 alinéa 5 de l'Acte uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du G.I.E., nous avons établi la présente attestation sur les informations relatives au montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, figurant dans le document ci-joint.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient d'attester ces informations.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre société pour l'exercice clos le 31 décembre 2015. Notre audit avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination du montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en oeuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires, relatives à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à effectuer les rapprochements nécessaires entre le montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées et la comptabilité dont il est issu et vérifier qu'il concorde avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance du montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées, figurant dans le document joint et s'élevant à CFA 1.691.102.412 avec la comptabilité ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

La présente attestation tient lieu de certification de l'exactitude du montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées au sens de l'article 525 alinéa 5 de l'Acte uniforme Ohada relatif au droit des sociétés commerciales et du G.I.E.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Libreville, le 28 avril 2016

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Claude AYO-IGUENDHA

ERNST & YOUNG Gabon

Christelle-Tatiana ONANGA BOUYOU

ÉLÉMENTS FINANCIERS

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Le résultat net de l'exercice 2015 s'établit à -28 M\$ contre 88 M\$ en 2014. La baisse s'explique par les éléments suivants :

» PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation en 2015 s'élèvent à 1 399 millions de dollars (M\$), en diminution de 48% par rapport à 2014 (2 681 M\$) en raison principalement de la baisse du chiffre d'affaires (-45%) liée à la celle du prix de vente moyen des bruts de Total Gabon (à 46,8 \$/baril soit -50%) et des productions d'immobilisations liées à l'effort d'investissement. Ces baisses sont partiellement compensées par la hausse de la reprise de provision au titre notamment de la PID/PIH, de la remise en état des sites et des comptes partenaires.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 1 446 M\$ en 2015, contre 2 863 M\$ en 2014, soit une réduction de 49%. Celle-ci s'explique essentiellement par la diminution des dotations aux amortissements et du volume des travaux de développement (fin de la phase 3 du redéveloppement du champ d'Anguille) et d'intégrité/pérennité, ainsi que par le programme de réduction des coûts mis en œuvre par la Société.

Ainsi, le résultat d'exploitation ressort à -47 M\$ en 2015 contre -182 M\$ en 2014.

À noter qu'en 2015, les dotations aux provisions, nettes des reprises, inscrites au passif du bilan diminuent de 75 M\$ en raison des éléments suivants :

- +21 M\$ au titre des provisions pour restitution des sites ;
- -42 M\$ au titre de diverses provisions (cautions bancaires, litiges douanes, indemnités pour services rendus) ;
- -35 M\$ au titre des provisions pour amortissements dérogatoires ;
- -19 M\$ au titre de la provision pour investissements diversifiés et de la provision pour investissements dans les hydrocarbures.

» ACTIVITÉ FINANCIÈRE

Les produits financiers s'élèvent à 23 M\$ en 2015, contre 16 M\$ en 2014. Ils correspondent à des reprises sur provision sur pertes de change et aux revenus liés au placement des fonds d'épargne destinés à la remise en état des sites.

Les charges financières s'élèvent à 30 M\$ en 2015, contre 10 M\$ en 2014. Elles correspondent aux frais bancaires, aux intérêts sur les lignes de crédit et aux pertes de change.

» REDEVANCES MINIÈRES, IMPÔTS ET FISCALITÉ

Le montant des redevances minières est de 151 M\$ en 2015, contre 273 M\$ en 2014, soit une diminution de 45% résultant principalement de la baisse des prix de vente.

La part de pétrole brut revenant à la République gabonaise au titre du *profit oil* des contrats d'exploitation et de partage de production⁽¹⁾ diminue en volume et en valeur, en raison de la baisse susdite des prix.

» RÉSULTAT DE L'EXERCICE

Le résultat net de l'exercice 2015 s'élève à -28 M\$.

(1) Le volume de profit oil revenant à la République gabonaise relative à la quote-part de Total Gabon s'élève à 1,1 Mb pour l'exercice 2015, comparé à 1,4 Mb pour l'exercice 2014. L'équivalent monétaire de ces volumes de profit oil de l'État est retranché du chiffre d'affaires de la Société et, en conséquence, ne figure pas dans le poste impôts du compte de résultat de la Société.

COMMENTAIRES SUR LE TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

» SOLDE FINANCIER DE L'EXERCICE

La capacité d'autofinancement globale ressort à 124 M\$ en 2015 contre 628 M\$ en 2014. Cette diminution s'explique essentiellement par le recul du chiffre d'affaires, partiellement compensé par la baisse des coûts d'exploitation.

» INVESTISSEMENTS/DÉSINVESTISSEMENTS

Les investissements, y compris coûts ou bonus d'acquisition ou de mise en production, se sont établis à 271 M\$ en 2015, contre 659 M\$ en 2014, soit une baisse de 388 M\$ (-59%). Ils se décomposent comme suit :

Investissements d'exploration et d'appréciation

Le montant total des investissements d'exploration et d'appréciation s'élève à 4,4 M\$ en 2015, contre 53 M\$ en 2014. Ceux-ci correspondent principalement au traitement de la sismique 3D acquise sur Diaba en 2014 et aux études en cours sur ce permis.

Investissements de développement

Les investissements de développement correspondent à la quote-part financée par Total Gabon des activités opérées par Total Gabon et des activités sur le champ de Rabi Kounga opéré par Shell Gabon. Le montant total des investissements de développement est de 250 M\$ en 2015, contre 592 M\$ en 2014 (-58%).

Activités opérées

Le programme des travaux opérés par Total Gabon comprend :

- Les champs en mer

Les investissements de développement ont principalement concerné les forages sur le champ d'Anguille (AGMN078, AGMN079, AGMN080, AGMN081), les reprises de puits sur les champs d'Anguille (Work-over AGMN512) et de Torpille (Work-over TRM014 et TRM015), les *coiled tubing* sur les champs d'Anguille et de Girelle, et les travaux d'intégrité/pérennité sur les installations *offshore* (Anguille, Torpille et Grondin). En 2015, le total des investissements sur les champs en mer s'établit à 218 M\$ (541 M\$ en 2014).

- Les champs à terre

Les principaux travaux réalisés à terre ont concerné d'une part, les travaux de réfection des bacs et la défense anti-incendie au terminal du Cap Lopez et, d'autre part, la mise à niveau du système de commande à distance des installations et la protection pro-cathodique de Coucal. En 2015, le total des investissements sur les champs opérés à terre s'établit à 28 M\$ (41 M\$ en 2014).

Activités non opérées

En 2015, les travaux sur le champ de Rabi-Kounga ont principalement été la préparation de la campagne side strack (SRST-A), l'acquisition d'équipements et de personnel Well Services, la surveillance du réservoir et les opérations Well Reservoir and Facilities Management (WRFM). Ces travaux s'élèvent à 4 M\$ en quote-part Total Gabon.

Investissements généraux

Les investissements généraux, industriels et administratifs s'élevèrent à 16,5 M\$ en 2015, comparés à 14 M\$ en 2014. En 2015, ces investissements ont principalement concerné la station gasoil de la base logistique, la réfection de l'immeuble de Libreville, la réhabilitation des logements de Port-Gentil et divers aménagements des bâtiments de Port-Gentil.

Risques et incertitudes

Les investissements pétroliers de la Société demeurent soumis aux risques habituels de marché (en particulier la sensibilité au prix du pétrole, au taux de change du dollar par rapport à l'euro et au franc CFA), aux risques industriels et environnementaux liés à la nature même des activités sur lesquelles portent ces investissements, ainsi qu'aux risques liés à l'exploration et à la production pétrolière et gazière, en particulier le déclin naturel des champs. Une description de ces risques figure aux pages 38 à 40 du présent rapport financier annuel.

» ACQUISITIONS/CESSIONS D'IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les Acquisitions/Cessions d'immobilisation financières inscrites en 2015 correspondent d'une part à la variation des en-cours sur les comptes d'épargne de la Société destinés à être utilisés pour la restitution des sites et, d'autre part, à des prêts octroyés au personnel dont les remboursements correspondants figurent en ressources.

» EMPRUNTS

La ligne de crédit de 300 M\$ mise en place en 2013 arrivera à échéance le 31 mai 2016. La Société travaille sur un projet de refinancement de cette ligne de crédit.

» TRÉSORERIE

Les investissements de l'année ont été financés par autofinancement. La variation de trésorerie de Total Gabon s'améliore en 2015 à +58 M\$, contre -92 M\$ en 2014.

» SERVICE DU DIVIDENDE

En 2015, la Société a procédé à la mise en paiement, le 17 juin, du dividende net de 10 dollars par action au titre de l'exercice 2014. Le service du dividende correspondant s'est élevé à 45 M\$.

ÉLÉMENTS FINANCIERS

BILAN

au 31 décembre 2015

Exercice d'une durée de 12 mois

ACTIF (en milliers de dollars US)

	Montant brut	Amort./Prov.	2015 Montant net	2014 Montant net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	1 919 518	1 910 400	9 118	14 482
Frais de recherche et de développement	265 141	261 694	3 447	671
Exploration pétrolière et minière	1 308 809	1 308 809	-	-
Concessions et droits similaires, brevets, licences	331 575	326 230	5 345	13 788
Logiciels	13 993	13 667	326	23
Immobilisations corporelles	7 881 487	5 917 172	1 964 315	1 960 823
Terrains	24 033	22 070	1 963	2 178
Bâtiments	139 391	95 654	43 737	37 571
Sondages d'exploitation, installations et agencements	7 520 387	5 630 676	1 889 711	1 887 144
Autres immobilisations corporelles	197 676	168 772	28 904	33 930
Immobilisations financières	420 714	3 089	417 625	454 250
Titres de participation	721	363	358	358
Autres immobilisations financières	419 993	2 726	417 267	453 892
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	10 221 719	7 830 661	2 391 058	2 429 555
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	200 768	37 792	162 976	188 840
Matières premières et autres approvisionnements	181 749	33 568	148 181	178 166
Quote-part sur stocks associés	19 019	4 224	14 795	10 674
Produits intermédiaires et finis	-	-	-	-
Créances et emplois assimilés	443 234	13 852	429 382	700 015
Fournisseurs, avances versées	22 632		22 632	31 172
Clients	152 787	305	152 482	181 702
Autres créances	267 815	13 547	254 268	487 141
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	644 002	51 644	592 358	888 855
Disponibilités	140 427	-	140 427	110 797
TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	140 427		140 427	110 797
Écarts de conversion Actif (IV) (perte probable de change)	37 367	-	37 367	32 466
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III + IV)	11 043 515	7 882 305	3 161 210	3 461 673

PASSIF AVANT RÉPARTITION (en milliers de dollars US)

	2015	2014
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Capital	76 500	76 500
Primes et réserves	1 456 473	1 413 508
Réserve légale	15 300	15 300
Autres réserves	136	136
Report à nouveau	1 441 037	1 398 072
Résultat net de l'exercice	- 27 819	87 965
Autres capitaux propres	264 076	317 899
Provisions réglementées et fonds assimilés	264 076	317 899
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 769 230	1 895 872
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Emprunts et dettes financières diverses	300 065	300 396
Provisions financières pour risques et charges	648 393	669 735
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	948 458	970 131
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	2 717 688	2 866 003
PASSIF CIRCULANT		
Fournisseurs d'exploitation	248 332	293 924
Dettes fiscales	21 928	89 690
Dettes sociales	14 394	15 969
Associés dans le cadre de conventions particulières et autres dettes	60 337	86 788
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	344 991	486 371
Concours bancaires et découverts bancaires	72 078	100 069
TOTAL TRÉSORERIE-PASSIF (IV)	72 078	100 069
Écarts de conversion Passif (V) (gain probable de change)	26 453	9 230
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	3 161 210	3 461 673

ÉLÉMENTS FINANCIERS

COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES 1^{re} PARTIE (en milliers de dollars US)

	2015	2014
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
Achats de matières premières et autres approvisionnements ①	124 830	137 537
Autres achats et sur/sous enlèvements ②	50 579	77 539
Variation de stocks ③	15 690	-5 647
Transports	96 040	134 480
Services extérieurs	542 106	1 007 683
Impôts, taxes et versements assimilés	170 182	313 430
Autres charges	3 949	2 195
Sous-total ④	1 003 376	1 667 217
Charges de personnel	67 666	86 075
Dotations aux amortissements et aux provisions	375 184	1 109 272
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 446 226	2 862 564

PRODUITS 1^{re} PARTIE (en milliers de dollars US)

	2015	2014
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION		
Ventes - hydrocarbures	778 354	1 451 116
Travaux, services vendus	63 482	87 361
Chiffre d'affaires ⑤	841 836	1 538 477
dont à l'exportation	696 497	1 336 225
Production stockée - hydrocarbures ⑥	- 65 445	131 366
Production immobilisée ⑦	302 650	732 826
dont part Société	278 894	658 853
dont part tiers associés	23 756	73 973
Marge brute sur matières = (⑤+⑥+⑦-①-②-③)	887 942	2 193 240
Autres produits et frais d'exploitation à charge de tiers ⑧	152 213	151 953
Valeur ajoutée = (⑤+⑥+⑦+⑧-④)	227 878	887 405
Excédent brut d'exploitation	160 212	801 330
Reprise de provisions	167 630	126 112
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 398 884	2 680 734
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	- 47 342	- 181 830

CHARGES 2^e PARTIE (en milliers de dollars US)

	2015	2014
REPORT TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	1 446 226	2 862 564
ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
Frais financiers	12 367	9 075
Pertes de change	16 307	-
Dotations aux amortissements et aux provisions	929	948
Total des charges financières	29 603	10 023
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1 475 829	2 872 587
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)		
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	8 312	-
Charges HAO	-	-
Dotations HAO	-	-
Total des charges HAO	8 312	-
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT		
Impôt sur les sociétés	-	180 000
Total impôts	-	180 000
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	1 484 141	3 052 587

PRODUITS 2^e PARTIE (en milliers de dollars US)

	2015	2014
REPORT TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	1 398 884	2 680 734
ACTIVITÉ FINANCIÈRE		
Revenus financiers	1 101	1 029
Gains de change	-	14 481
Reprises de provisions	21 552	-
Total des produits financiers	22 653	15 510
RÉSULTAT FINANCIER	- 6 950	5 487
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	1 421 537	2 696 244
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES (dont impôt correspondant)	- 54 292	- 176 343
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)		
Produits des cessions d'immobilisations	11	-
Produits HAO	-	-
Reprises HAO	34 774	444 308
Total des produits HAO	34 785	444 308
RÉSULTAT HAO	26 473	444 308
TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	1 456 322	3 140 552
RÉSULTAT NET	- 27 819	87 965

ÉLÉMENTS FINANCIERS

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

1^{re} PARTIE - DÉTERMINATION DES SOLDES FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2015 (en milliers de dollars US)

CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)

		EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION		160 212
Frais financiers	12 367	Revenus financiers		1 101
Pertes de changes	16 307	Gain de change		-
Charges HAO	8 312	Produit HAO		11
Impôts sur résultat	-			
TOTAL (I)	36 986	TOTAL (II)		161 324

	2015	2014
CAFG : TOTAL (II) - TOTAL (I) =	124 338	627 765
Distribution de dividendes	45 000	153 001
AUTOFINANCEMENT (A.F)	79 338	474 764

VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (BFE) ENTRE 2014 ET 2015

	Emplois Augmentation (+)	Ressources Diminution (-)		Emplois Diminution (-)	Ressources Augmentation (+)
A - VARIATION DES STOCKS			C - VARIATION DES DETTES CIRCULANTES		
Marchandises	-	-	Clients, avances reçues	-	-
Matières premières	-	23 640	Fournisseurs d'exploitation	45 592	-
En cours	-	-	Dettes fiscales	67 762	-
Produits fabriqués	-	-	Dettes sociales	1 575	-
Variation globale nette des stocks	-	23 640	Autres dettes	9 228	-
			Risques provisionnés	-	-
B - VARIATION DES CRÉANCES			Variation globale nette des dettes circulantes	124 157	-
Fournisseurs, avances versées	-	8 540			
Clients	-	90 101	VARIATION DU BFE =	-	212 549
Autres créances	-	214 425	A + B + C		
Variation globale nette des créances	-	313 066			

EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (ETE)

	2015	2014
Excédent brut d'exploitation	160 212	801 330
Variation du BFE (- si emploi ; + si ressources)	212 549	- 39 605
Production immobilisée	- 302 650	- 732 826
EXCÉDENT OU INSUFFISANCE DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	70 111	28 899

2^e PARTIE - TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (en milliers de dollars US)

	Emplois	2015 Ressources	Emplois	2014 Ressources
I - INVESTISSEMENTS ET DÉINVESTISSEMENTS				
Croissance interne				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	278 872	8 312	658 886	-
Exploration	12 728	8 312	53 183	-
Développement	249 655	-	591 643	-
Investissements généraux	16 489	-	14 060	-
Croissance externe				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	8 530	45 155	15 886	7 525
I - INVESTISSEMENT TOTAL	233 935	-	667 247	-
II - VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION	-	212 549	39 605	-
A- EMPLOIS ÉCONOMIQUES À FINANCER	21 386	-	706 852	-
III - EMPLOIS/RESSOURCES	-	-	-	-
IV - EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	-	-	-	-
B- EMPLOIS TOTAUX À FINANCER	21 386	-	706 852	-
V - FINANCEMENT INTERNE	45 000	124 338	153 001	627 765
Dividendes (emplois)/CAFG (ressources)	45 000	124 338	153 001	627 765
VI - FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES	-	-	-	-
VII - FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS (2)	331	-	-	140 177
Emprunts ⁽²⁾	-	-	-	-
Autres dettes financières ⁽²⁾	331	-	-	140 177
C- RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	-	79 007	-	614 941
D- EXCÉDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C-B)	-	57 621	91 911	-
VIII - VARIATION DE LA TRÉSORERIE (+ SI EMPLOI / - SI RESSOURCES)				
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	68 349	-	-	10 728
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	10 728	-	-	102 639
VARIATION DE LA TRÉSORERIE	57 621	-	-	91 911

(1) Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières à l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII.

(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois.

ÉLÉMENTS FINANCIERS

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

de l'exercice 2015 (en milliers de dollars US)

	Capital	Primes & réserves	Provisions réglementées	Résultat	Total des capitaux propres
CAPITAUX PROPRES AU 01/01/2015	76 500	1 413 508	317 899	87 965	1 895 872
Affectation du résultat précédent	-	87 965	-	-87 965	-
Distribution Dividendes	-	-45 000	-	-	-45 000
Résultat de l'exercice	-	-	-	-27 819	-27 819
Provision PID - PIH ⁽¹⁾	-	-	-19 050	-	-19 050
Amortissements dérogatoires	-	-	-34 773	-	-34 773
CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2015	76 500	1 456 473	264 076	-27 819	1 769 230

(1) Dont dotation de l'exercice : 22 550 K\$ et reprise : 41 600 K\$

ÉLÉMENTS FINANCIERS

ANNEXE AUX ÉTATS FINANCIERS

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

» IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Ces immobilisations comprennent :

- des dépenses de géologie et de géophysique ;
- des forages d'exploration ;
- des droits miniers.

Dépenses de géologie et de géophysique

Les dépenses de géologie, de géophysique et de sondages d'exploration sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et regroupées dans le poste « Exploration pétrolière et minière ». Ces dépenses sont amorties à 100 % l'année de leur engagement.

Forages d'exploration

Les puits d'exploration sont immobilisés et comptabilisés dans la rubrique « Exploration pétrolière et minière ».

Les puits d'exploration sont amortis à 100 % l'année du forage. Lorsqu'un puits est utilisé lors du développement d'un champ, l'amortissement précédemment pratiqué au titre de l'exploration est repris. Ce puits est alors amorti à compter de la date de mise en production du champ.

Droits miniers

Les droits miniers sont dits « non prouvés » si les droits acquis ne donnent pas directement accès à des réserves prouvées. Ces droits comprennent principalement des bonus de signature, qui sont des dépenses engagées pour obtenir le droit d'explorer ou d'exploiter les hydrocarbures sur une zone spécifique.

Les droits miniers non prouvés sont immobilisés et comptabilisés en immobilisations incorporelles, sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences ». Les droits miniers non prouvés sont amortis à 100 % l'année de leur acquisition.

Les droits miniers sont dits « prouvés » si les droits acquis permettent l'accès à des réserves prouvées. Les droits prouvés comprennent principalement des bonus de signature tels que définis ci-dessus, et des bonus de production payés à l'occasion de l'atteinte de seuils de production relatifs à une période (à la hausse comme à la baisse), ou de seuils de production cumulée.

* Bonus de signature

Les bonus de signature donnant accès à des réserves prouvées sont immobilisés sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences ».

Les bonus de signature sont amortis selon les clauses prévues par la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants.

* Bonus de production

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences » dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'Exploitation en Partage de Production.

» IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les coûts de développement et de production, incluant les coûts de forage de puits de développement et les coûts engagés pour la construction de capacités de production, sont immobilisés et regroupés en immobilisations corporelles. Ces immobilisations corporelles techniques spécifiques à l'activité sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise.

Les immobilisations acquises ou réalisées par Total Gabon dans le cadre de l'avenant 31 et ayant fait l'objet d'un programme détaillé de développement présenté et approuvé par l'administration en charge des hydrocarbures, peuvent fiscalement être amorties linéairement sur une période de 3 ans à compter de la date d'investissement (article 15.2 tel que redéfini dans l'article 9 de l'avenant 31).

Le complément d'amortissement résultant de la différence entre les amortissements pratiqués sur une durée de trois exercices fiscaux sur des immobilisations acquises ou réalisées par la Société (amortissements fiscaux) et les amortissements pour dépréciation tels que résultant de l'application des règles habituelles, constitue un amortissement dérogatoire. Cette différence est comptabilisée au compte de provision pour amortissements dérogatoires.

Les amortissements relatifs aux autres immobilisations sont également calculés selon le mode linéaire, conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants, et aux dispositions du Code général des Contributions Directes et Indirectes et de l'arrêté N°00176/MFBP/DG-CDI/SG pris par le ministre des Finances gabonais le 3 août 1992.

Les immobilisations en cours (installations, forages de développement) sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production par la Société. Elles sont transférées en immobilisations à la date de mise en service.

» IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières regroupent les titres de participation et avances liées ainsi que les montants placés sur les comptes dédiés en prévision des travaux futurs de restitution des sites.

Les participations sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les provisions sont constituées en fonction des dernières informations connues sur la situation d'inventaire de la Société.

» STOCKS ET EN-COURS

Stocks de matières premières et autres approvisionnements

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût Moyen Pondéré. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires majorés des frais de douane et de transit. Une provision pour dépréciation des stocks de matières consommables est constatée en fonction de l'ancienneté des stocks.

» CRÉANCES ET DETTES

Clients et fournisseurs

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en devises sont évaluées au cours de la date de clôture de l'exercice. Les écarts sur le taux de change résultant de cette évaluation sont comptabilisés au bilan dans un compte d'écart de conversion.

Positions de sur et sous enlèvements des stocks d'hydrocarbures

Les stocks d'hydrocarbures sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champ, le transport et l'amortissement des biens concourant à la production, ainsi que la redevance de production.

Une provision pour dépréciation des stocks d'hydrocarbures est constatée par qualité de brut lorsque le coût de production est supérieur au prix de vente à la clôture.

» DISPONIBILITÉS

Les disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice, le gain ou la perte de change est inscrit dans les charges et produits financiers de l'exercice clos.

» CHARGES DE PERSONNEL EXTÉRIEUR

Les charges de personnel extérieur se rapportent à des contrats de prestations de service et sont classées en tant que telles dans les services extérieurs au compte de résultat.

» REPRISES DE PROVISION HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les reprises de provisions hors activités ordinaires (HAO) concernent les amortissements dérogatoires. Elles étaient précédemment classées en reprise de provisions dans le compte produits d'exploitation.

» PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et à ses avenants, les provisions réglementées comprennent une Provision pour investissements diversifiés (PID) et une Provision pour investissements dans les hydrocarbures (PIH) dont les montants annuels ne peuvent excéder un pourcentage déterminé du chiffre d'affaires sous régime convention de la Société. La dotation de la période figure en charges d'exploitation ordinaire. Les utilisations de la période font l'objet de reprises de provision à due concurrence comptabilisées en produits d'exploitation ordinaires.

» PROVISIONS POUR RESTITUTION DES SITES

Suivant les règles en vigueur dans la profession, les travaux futurs pour abandon de puits et restitution des sites font l'objet d'un chiffrage prévisionnel. Les coûts qui en résultent sont corrigés de l'inflation jusqu'à la date prévue des travaux et provisionnés progressivement en fonction de la durée de vie des champs ou de la date prévue des travaux, selon une formule de calcul contractuelle, établie dans :

- l'avenant 31 à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 pour les champs régis par la Convention ;
- les Contrats d'Exploitation et de Partage de Production pour les champs opérés sous le régime de partage de production. Les montants provisionnés sont placés sur des comptes bancaires dédiés.

La dotation annuelle de la provision tient compte du rythme de capitalisation des intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés.

La dotation aux provisions est comptabilisée en charges d'exploitation. Les intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés sont comptabilisés en produits financiers.

» AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Bonus de production

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique « Concessions et droits similaires, brevets, licences » dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'Exploitation en Partage de Production.

Provision pour Indemnité de services rendus

Cette provision, fondée sur les dispositions des accords collectifs d'entreprise du 21 octobre 1994 révisés en février 2006 est calculée sur la moyenne mensuelle du salaire global des douze derniers mois par année de présence continue suivant les hypothèses et taux en fonction de l'ancienneté ci-contre :

- Taux d'actualisation : 3,00 %
- Augmentation du salaire de base : 5,10 %
- Taux d'inflation : 2,50 %

Jusqu'à 15 ans	30 %
De 16 ans jusqu'à 25 ans	35 %
De 26 ans jusqu'à 30 ans	40 %
Au-delà de 31 ans	45 %

» INTÉRESSEMENT DES SALARIÉS

L'intéressement calculé suivant les dispositions du protocole d'accord signé le 6 juillet 2011 par les délégués du personnel et la direction de la Société est comptabilisé dans les charges de personnel.

» IMPÔTS

La charge présentée au compte de résultat est une charge d'impôt courant comprenant :

- la charge d'impôt relatif aux champs opérés sous le régime de la Convention. Le taux d'imposition appliqué au résultat généré par ces activités est de 76,5 % ;
- la charge d'impôt relatif aux activités non rattachées à la production d'hydrocarbures (essentiellement des produits financiers sur placements). Le taux d'imposition appliqué à ces activités s'élève à 35 %.
- Cette charge d'impôt ne comprend pas la charge de dotation aux Provisions pour investissements diversifiés (PID) et aux Provisions pour investissements dans les hydrocarbures (PIH), intégralement comptabilisées en résultat d'exploitation.

ÉLÉMENTS FINANCIERS

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

SUR LE BILAN

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

ACTIF IMMOBILISÉ (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A	B		C	D=A+B+C
	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Acquisitions Apports Créations	Virements de poste à poste + ou -	Cessions Scissions hors service	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 952 729	13 561	-506	46 266	1 919 518
Frais de recherche et de développement	270 785	-4 973	-671	-	265 141
Exploration pétrolière et minière	1 291 602	17 207	-	-	1 308 809
Concessions et droits similaires, brevets et licences	376 518	1 166	-	46 109	331 575
Logiciel	13 824	161	165	157	13 993
Immobilisations corporelles	7 633 075	265 311	506	17 405	7 881 487
Terrains	29 154	-3	-	5 118	24 033
Bâtiments	124 538	10 527	4 633	307	139 391
Sondages d'exploitation, installations et agencements	7 270 733	248 835	819	-	7 520 387
Autres immobilisations corporelles	208 650	5 952	-4 946	11 980	197 676
Immobilisations financières	457 339	8 530	-	45 155	420 714
Titres de participation	721	-	-	-	721
Autres immobilisations financières	456 618	8 530	-	45 155	419 993
TOTAL GÉNÉRAL	10 043 143	287 402	-	108 826	10 221 719

Nota : Aucun bien pris en crédit bail et contrats assimilés. Les autres immobilisations financières sont constituées des fonds de restitution des sites et des prêts aux collaborateurs ; le montant des prêts au personnel remboursés au cours de l'exercice s'élève à 5 203 k\$; remboursement de fonds dédiés aux Remises en Etat des Sites à hauteur de 39 952k\$.

AMORTISSEMENTS (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A	B	C	D=A+B+C
	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminutions Amortissements des éléments sortis de l'actif	Cumul des amortissements à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	1 938 247	10 108	37 955	1 910 400
Frais de recherche et de développement	270 114	-8 420	-	261 694
Exploration pétrolière et minière	1 291 602	17 207	-	1 308 809
Concessions et droits similaires, brevets et licences	362 730	1 298	37 798	326 230
Logiciel	13 801	23	157	13 667
Immobilisations corporelles	5 672 252	262 325	17 405	5 917 172
Terrains	26 976	212	5 118	22 070
Bâtiments	86 967	8 994	307	95 654
Sondages d'exploitation, installations et agencements	5 383 589	247 087	-	5 630 676
Autres immobilisations corporelles	174 720	6 032	11 980	168 772
TOTAL GÉNÉRAL	7 610 499	272 433	55 360	7 827 572

PLUS-VALUES ET MOINS-VALUES DE CESSION ET RÉFORMES D'ACTIFS (en milliers de dollars US)

	A Montant brut	B Amortissements pratiques	C=A-B Valeur comptable nette	D Prix de cession	E=D-C Plus ou moins value
Immobilisations incorporelles	46 266	37 955	8 311	-	-8 311
Immobilisations corporelles	17 405	17 405	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	63 671	55 360	8 311	-	-8 311

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN (en milliers de dollars US)

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Provisions à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations	C Diminutions Reprises	D=A+B+C Provisions à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques et charges	72 067	2 078	44 292	29 853
Provisions pour restitution de sites	597 668	60 082	39 210	618 540
Provisions au Passif (I)	669 735	62 160	83 502	648 393
Provisions financières	3 089	-	-	3 089
- sur titres de participation	363	-	-	363
- sur prêts et avances	2 726	-	-	2 726
Dépréciations des stocks	35 569	5 351	3 128	37 792
- Produits Finis	-	-	-	-
- matières premières et autres approvisionnements	31 359	5 337	3 128	33 568
- sur-stocks associés	4 210	14	-	4 224
Dépréciations et risques provisionnés (Tiers)	61 186	13 618	60 952	13 852
Provisions en moins à l'Actif (II)	99 844	18 969	64 080	54 733
TOTAL (I + II)	769 579	81 129	147 582	703 126

ÉLÉMENTS FINANCIERS

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

SUR LE BILAN

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (en milliers de dollars US)

CRÉANCES	Montant brut	Analyse par échéance			À plus de 2 ans
		A 1 an au plus	Dont échues	À plus d'1an et à 2 ans au plus	
Créances de l'actif immobilisé (I)	420 714	34 106	-	5 505	381 103
Prêts ⁽¹⁾	17 107	3 106	-	5 505	8 496
Créances rattachées à des participations	2 360	-	-	-	2 360
Autres immobilisations financières ⁽²⁾	401 247	31 000	-	-	370 247
Créances de l'actif circulant (II)	443 234	342 142	-	-	-
Avances Fournisseurs	22 632	22 632	-	-	-
Clients et comptes rattachés ⁽³⁾	152 787	152 787	-	-	-
Personnel	1 696	1 696	-	-	-
Sécurité sociale et organismes sociaux	-	-	-	-	-
État ⁽⁴⁾	142 912	41 820	-	30 000	71 092
Organismes internationaux	-	-	-	-	-
Associés et Groupe	118 935	118 935	-	-	-
Débiteurs divers	4 272	4 272	-	-	-
TOTAL (I + II)	863 948	376 248	-	5 505	381 103

⁽¹⁾ Prêts accordés en cours d'exercice 7 600 k\$. Remboursements obtenus en cours d'exercice : 5 203 k\$.⁽²⁾ Au 31/12/2015, placements pour restitution des sites en cours d'exercice 929 k\$, retrait de fonds à hauteur de 39 952k\$. ⁽³⁾ Au 31/12/2015, entreprises liées : Total Oil Trading 103 598 K\$ et SOGARA 11 212 K\$. ⁽⁴⁾ Au 31/12/2015 créance sur le Trésor Public au titre des demandes de remboursements de TVA : 99 860 k\$.

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE (en milliers de dollars US)

DETTES	Montant brut	Analyse par échéance			À plus de 2 ans
		A 1 an au plus	Dont échues	À plus d'1an et à 2 ans au plus	
Dettes financières et ressources assimilées (I)	300 065	300 065	-	-	-
Emprunts et dettes des établissements de crédit ⁽¹⁾	300 065	300 065	-	-	-
Dettes du passif circulant (II)	344 991	344 991	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	248 332	248 332	-	-	-
Personnel	10 527	10 527	-	-	-
Sécurité sociale et organismes sociaux	3 868	3 868	-	-	-
État	21 928	21 928	-	-	-
Associés et Groupe	60 264	60 264	-	-	-
Créditeurs divers	72	72	-	-	-
TOTAL (I + II)	645 056	645 056	-	-	-

⁽¹⁾ Emprunts remboursés en cours d'exercice : néant / L'échéance correspond à la date de fin du contrat de prêt de 300M\$: 31 mai 2016. Le refinancement de la ligne de crédit de 300M\$ est en cours.

SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

CHIFFRE D'AFFAIRES - SYNTHÈSE (en milliers de dollars US)

	Quantité	2015 Montant	Quantité	2014 Montant
Ventes de Brut (millions de barils)	16,59	776 573	15,49	1 448 469
Ventes de Gaz (millions de m ³)	24,00	1 781	32,27	2 647
Travaux, Services vendus	-	63 482	-	87 361
CHIFFRE D'AFFAIRES		841 836		1 538 477

PRODUCTION IMMOBILISÉE (en milliers de dollars US)

	2015 Montant	2014 Montant
Total Gabon EXPLORATION	12 728	53 183
Total Gabon INVESTISSEMENTS	266 146	605 670
Production immobilisée part Total Gabon	278 874	658 853
Q/P Associés EXPLORATION	-	-
Q/P Associés INVESTISSEMENTS	23 776	73 973
Production immobilisée q/p Associés	23 776	73 973
TOTAL	302 650	732 826

PRODUITS FINANCIERS (en milliers de dollars US)

	2015 Montant	2014 Montant
Produits financiers sur comptes bloqués	929	949
Produits financiers sur prêts et avances aux sociétés	-	-
Refacturation frais financiers sur stocks	172	80
Gains de change	-	14 481
Reprises de provisions pour pertes de change	21 552	-
Total	22 653	15 510

CHARGES FINANCIÈRES (en milliers de dollars US)

Charges et commissions bancaires	3 422	1 595
Frais bancaires	1 544	2 889
Intérêts sur emprunt	7 401	4 591
Pertes de change	16 307	-
Dotations aux provisions RES	929	948
Total	29 603	10 023
TOTAL RÉSULTAT FINANCIER	-6 950	5 487

ÉLÉMENTS FINANCIERS

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice du 01/01/2015 au 31/12/2015

DÉTAIL DE CERTAINS POSTES D'EXPLOITATION DU COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers de dollars US)

	2015	2014
Frais de transports y.c. mobilisation et démobilisation	96 040	134 480
Assurances	13 689	20 338
Redevances	150 563	272 731
Autres impôts et taxes y.c. Bonus	19 619	40 699
Dons et subventions	2	-
Salaires et traitements	67 666	86 075
<i>Salaires et charges sociales</i>	68 432	85 695
<i>Variation de la charge de congés à payer</i>	-766	380

SUR LES ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

Au 31/12/2015

ENGAGEMENTS HORS BILAN (en milliers de dollars US)

	2015	2014
Engagements reçus	16 767	29 000
Fournisseurs-garanties bancaires	16 767	29 000
Engagements donnés	16 267	24 329
Cautions vis-à-vis du personnel	163	969
Cautions douanières	16 104	23 360
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	33 034	53 329

Montants en \$ obtenus par conversion au taux de clôture de décembre 2015 soit un euro = 1,0887 \$

SUR LES PARTIES LIÉES

Au 31/12/2015

BILAN (en milliers de dollars US)

	2015	2014
Créances		
Clients et comptes rattachés	114 890	202 410
Autres créances	-	-
Dettes		
Fournisseurs et dettes diverses	1 537	22 370

COMPTE DE RÉSULTAT (en milliers de dollars US)

	2015	2014
Ventes	762 422	1 413 998
Autres produits	99 497	107 183
Autres charges	99 637	161 758

ÉLÉMENTS FINANCIERS

TABLEAU DES RÉSULTATS (2011/2015)

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année
**RÉPARTITION DU RÉSULTAT ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES
DES CINQ DERNIERS EXERCICES** (en milliers de dollars US)

	2015	2014	2013	2012	2011
Structure du capital à la clôture de l'exercice					
Capital social (k\$)	76 500	76 500	76 500	76 500	76 500
Actions ordinaires (nombre)	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000	4 500 000
Opérations et résultats de l'exercice (k\$)					
Chiffre d'affaires hors-taxes	841 836	1 538 477	1 812 801	1 708 115	1 570 616
Résultat des activités ordinaires (RAO) hors dotations et reprises des provisions d'exploitation et financières	160 212	801 330	1 021 316	1 004 493	922 459
Impôt sur le résultat	-	180 000	12	3 275	69 711
Résultat net	-27 819	87 965	301 936	329 656	352 072
Dividende distribué					
Résultat distribué ⁽¹⁾ (k\$)	-	45 000	153 001	153 177	153 151
Dividende net attribué à chaque action ⁽¹⁾ (\$)	-	10,00	34,00	34,00	34,00
Personnel et politique salariale					
Effectif des collaborateurs au 31 décembre de chaque année	508	529	551	546	512
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice (k\$)	62 801	80 051	84 749	71 600	62 564
Avantages sociaux versés au cours de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales) (k\$)	4 874	6 036	7 734	5 970	5 895
Personnel extérieur facturé à l'entreprise (k\$)	-	-	104 738	70 239	18 159

(1) Sous réserve des décisions du Conseil d'administration et de l'approbation de la résolution soumise à l'Assemblée générale du 17 juin 2016.

AUTRES INFORMATIONS

Le capital social de Total Gabon s'élève à soixante seize millions cinq cent mille (76 500 000) dollars US, composé de quatre millions cinq cent mille (4 500 000) actions de dix-sept (17) dollars US chacune. Il est détenu à hauteur de 58,28 % par le groupe Total, de 25 % par la République gabonaise et de 16,72 % par les autres actionnaires.

Le montant global des indemnités de fonction allouées aux membres du Conseil d'administration de la Société s'est élevé, en 2015, à 180 000 000 francs CFA.

La Société est incluse dans le périmètre de consolidation comptable de la société française TOTAL S.A., société mère du groupe Total.

rendez-vous sur
www.total.ga



Total Gabon
Société Anonyme avec Conseil d'administration
au Capital de 76 500 000 dollars US
réparti en 4 500 000 actions de 17 dollars US
Siège Social : Boulevard Hourcq – BP 525
Port-Gentil (République gabonaise)
RCCM Port-Gentil 2000 B 00011.
www.total.ga